



جمعية فاس سايس
ASSOCIATION FES-SAASS

Conférence internationale pour le dialogue des cultures et des religions

Fès, Maroc, 1^{er} octobre 2013

Panel 4

La situation au Sahel et le risque d'instrumentalisation du fait religieux :
quelles perspectives pour le dialogue ?

Intervention du Dr Moulaye HASSANE,
Conseiller spécial au Cabinet du Premier Ministre du Niger

Introduction

Le Sahel est cette vaste zone dont la délimitation varie selon les objectifs, ce qui rend difficile l'attribution d'un sens consensuel. L'appellation est une prononciation altérée du mot arabe *as-sâhil* qui signifie "rivage", c'est-à-dire ici rivage du Sahara qui s'applique alors à la bande de territoire s'étendant de l'Océan Atlantique à la Mer Rouge. Elle traverse plusieurs États : Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal, Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger, Tchad et Soudan. On y ajoute volontiers le Sahel algérien d'Oran et de Sétif, le Sahel tunisien de Bizerte, de Sousse et de Sfax.

La distribution de l'islam, en dehors de la partie maghrébine arabo berbère, est très variable, car les proportions de musulmans varient de 13% dans le sud-ouest à 96% dans sa partie nord-est. Les estimations possibles conduisent à considérer l'islam comme la religion de la majorité de la population, et la chrétienté pour le tiers de la population, le reste relevant notamment de croyances animistes. La caractéristique dominante est la spécificité selon les pays : au Sénégal, au Mali et au Niger par exemple, la proportion de musulmans varie entre 95 à 97%, alors qu'elle est de 100% en Mauritanie. Dans ces États l'islam pratiqué est globalement confrérique, c'est-à-dire fondé sur des confréries avec des guides religieux et spirituels à la tête de chaque confrérie, une conception qui s'est développée en harmonie avec les us et les coutumes d'Afrique. Au Tchad, il y a dualité religieuse : l'islam au nord et le christianisme au sud, introduit avec l'installation des Européens pendant la période coloniale. Au Soudan, les deux tiers de la population sont islamisés et le tiers restant est copte, catholique, protestant ou animiste.

Le fait islamique dans cette région puise ses racines dans l'histoire, laquelle est faite de l'imbrication de nouveaux facteurs et de traces encore vivaces d'un passé religieux très important. Dans un certain sens, l'islam est un condensé d'éléments dynamiques qui façonnent toute la région (les Almoravides en 1054, Sokoto en 1804 et la Dina de Hamdallaye 1818-1862). Depuis ces dernières décennies, profitant de la fin du monopole de l'islam traditionnel, consécutive au processus de libéralisation de la vie politique et du champ religieux devenu pluraliste, on voit se développer un sunnisme hanbalite

réformiste de tendance salafiste et djihadiste. Il se positionne progressivement à travers des associations, en particulier dans les centres urbains, grâce au développement fulgurant des moyens de communication et aux aides extérieures qui ont permis de mettre en place progressivement une infrastructure considérable diversifiée en vue de promouvoir la diffusion des idéologies. Cette nouvelle tendance composite, jusqu'à une époque récente perçue comme étrangère, au même titre que le shiisme, se fait de plus en plus entendre et dénonce certaines pratiques des confréries et des chefferies traditionnelles. Sur le plan politique, elle prend position ponctuellement contre les gouvernements lors de l'adoption de certaines réformes sociales qu'elle juge anti-islamiques. Pour l'instant, elle est diverse, mais une interpénétration aboutissant à une connexion entre l'international djihadiste et les courants trans-étatiques autochtones en pleine expansion peut ne pas être que de l'imaginaire !

Potentiellement, en dehors du nord Nigeria, devenu terrain soumis à une violence religieuse quotidienne, trois pays sahéliens sont exposés, auxquels il faut ajouter un quatrième, à l'activisme politique des courants islamistes, en raison de la jeunesse des adhérents, des milieux de plus en plus réceptifs à leur discours, la dynamique interne, la tolérance liée à la gouvernance dite démocratique et la tentation de certains partis ou structures politiques, constatant l'audience dynamique et indéniable, à être en intelligence avec les milieux.

Dans la zone nord-ouest, appelée triangle Niger-Algérie-Mali, voire la Mauritanie, cette situation prend une dimension supplémentaire : il s'agit d'un radicalisme politico-économique enveloppé dans un manteau religieux porté par des groupes qui surfent sur la parenté consanguine et culturelle. Cependant, pour l'instant, malgré la proximité géographique, la porosité des frontières et la concordance des objectifs, la connexion entre réseaux reste occasionnelle.

Cas du Niger

Pour ce qui est du cas du Niger, le politique a joué un rôle catalyseur dans l'histoire contemporaine de cette religion. Depuis l'indépendance, les deux premiers régimes qui

se sont succédés, une seule Association Islamique faisait partie des structures politiques du pouvoir. Mais avec l'avènement de la conférence nationale, un nouveau cadre politique, impulsé par la démocratisation, a permis à de nombreuses sensibilités islamiques d'apparaître sur la scène sociopolitique et de devenir une voix qui s'exprime. Le bouleversement politique conduit par les organisations de la société civile a permis à certains hommes religieux de vouloir infiltrer la sphère politique. S'il est difficile, par absence de documents attestant un lien direct entre partis politiques et milieux religieux islamiques, force est de constater que la majorité des partis porte un nom à consonance musulmane, puisé du lexique théologique par l'intermédiaire des langues locales fortement influencées par la terminologie coranique (Amana, Nassara, Mahibba, Adaltchi). Ensuite, il est vrai que, pour des raisons diverses, les leaders des partis ont du mal à s'afficher avec les religieux, mais il est tout aussi vrai que tous ont pris la précaution d'établir des passerelles pour des raisons évidentes.

Lors de l'élaboration de la constitution en 1999, le débat a été houleux entre tenants de la laïcité, représenté par l'intelligentsia formée à l'école française et, les groupes socioculturels du terroir dopés parce que convaincus de l'échec puis l'effondrement prochain du système hérité de la colonisation, qu'ils ont toujours considéré comme un plaquage dicté par l'étranger à travers les circonstances historiques. Après de vifs débats, un compromis fut trouvé et le terme laïcité fut remplacé par la non confessionnalité de l'Etat, ce qui n'est pas loin de ce que défendaient les tenants de la laïcité qui ont par ailleurs obtenu l'inscription dans la constitution qu'aucun parti politique n'est autorisé à utiliser des slogans religieux dans sa propagande. Pour les plus acquis à la cause de l'islam en tant que religion d'état, à défaut de *as-shar'ia*, comme loi fondamentale, la disparition du terme laïc de la constitution est déjà une bénédiction divine et la dynamique actuelle de l'islam au Niger conduira inévitablement à un Etat islamique, ce n'est donc que partie remise en ce sens que, l'évolution reste favorable et le temps travaille pour cette « cause juste ». Le Président et le Premier ministre y fondent leur légitimité sur le serment coranique.

1 - Méthodes de prosélytisme

1.1-La forme de prêche la plus récente et la plus importante qui draine beaucoup de personnes est le *wa'zin kasa* (prêches publiques organisées sur trois ou quatre jours par les réformistes de plusieurs pays de la sous-région). La dernière en date a été organisée en février 2007 à l'extrême est du Niger (Maîné Soroa, Diffa). De façon générale, le but essentiel est de :

- rassembler le maximum d'adhérents dans une zone déterminée ;
- consolider les rangs pour une meilleure cohésion face aux adversaires ou supposés ennemis ;
- échanger les informations entre leaders de zones souvent très éloignées ;
- faire passer un message à travers la thématique des prêches retenus ;
- collecter les fonds nécessaires pour le financement d'une œuvre prédéfinie ;
- évaluer la situation présente et adopter la stratégie à suivre ;
- fixer le lieu de la prochaine rencontre.

Ce genre de prêche est organisé ponctuellement à l'occasion d'événements religieux majeurs par une seule association ou par un groupe d'associations, affiliés ou non à une confrérie. Les thèmes traités sont souvent précisés à l'avance ; mais, les interventions de l'auditoire peuvent réorienter le programme sur d'autres sujets d'actualité. Les thèmes les plus développés sont relatifs à la vie sociale et religieuse. D'autres thèmes relevant des domaines de la santé et de la démocratie sont également traités. Le choix des thèmes est fonction des préoccupations des populations et des questions d'actualité.

Les animateurs (de la sous-région : Ghana, Nigeria, Togo...) sont pour la plupart des spécialistes bénévoles qui viennent dispenser à leurs coreligionnaires des cours d'approfondissement de grande importance. Le public est composé de nombreuses personnalités religieuses et d'une foule nombreuse venant de l'intérieur du pays, des pays voisins de la sous-région et même de pays lointains.

Quant aux prêches ordinaires, ils sont effectués pour :

Rappeler les éléments essentiels pour une meilleure connaissance des pratiques et se déroulent dans les mosquées, généralement après la prière du soir ;

- recruter de nouveaux militants afin d'assurer la promotion de leurs courants dans les villages environnants. Ces prêches se font également dans des mosquées en dehors des heures de prières. elles sont organisés par des groupes itinérants récemment apparus sur le terrain religieux nigérien : les *Jamaatou Tabligh* issus du courant religieux originaire du Pakistan, utilisant les mêmes méthodes que les izalistes, mais dont le contenu du discours idéologique diffère par sa modération.

En somme, cette mobilisation islamique est entièrement portée par la dynamique du marché : depuis 1991 (ouverture démocratique), une véritable industrie de la diffusion du message islamique a été développée par les réformistes à travers les radiocassettes, les vidéocassettes et toutes les techniques d'enregistrement, de sonorisation et de reproduction bon marché.

1.2- Autres moyens de diffusion du message religieux

Les moyens de communication moderne jouent un rôle essentiel dans l'acheminement des messages. Les organisations religieuses ont très vite compris la nécessité d'une alliance entre elles et les medias. En effet, les radios, les télévisions, les cassettes audio et vidéo contribuent efficacement à relayer des messages. A Niamey, aux côtés de la radio nationale (*La Voix du Sahel*), il existe une quinzaine de radios privées. Certaines ont des relais à l'intérieur du pays, d'autres sont limitées à Niamey et à ses environs. Toutes inaugurent leurs émissions par une lecture du Coran et ont dans leurs grilles des émissions religieuses qui varient selon la sensibilité du propriétaire, du groupe de propriétaires ou des partenaires. Certaines émissions religieuses sont animées en alternance par des hommes et des femmes dans les neuf langues usitées dans le pays et en français, d'autres sont sous forme de débats ponctuels en direct par téléphone ou en différé sous forme de questions réponses, envoyées par des auditrices ou des auditeurs. Des marabouts indépendants nationaux ou de passage, bien connus pour leur science,

peuvent solliciter l'antenne, mais il est demandé à chaque intervenant d'éviter la passion dans les débats.

Une émission spéciale Ramadan, composée de prêches thématiques, de commentaire du Coran et de transmission en direct de la Mecque de la prière surérogatoire du soir (*an-Nawal*) est insérée dans les programmes à l'occasion du ce «Mois Béni». Une émission peut être une traduction interprétative du Coran, une intervention thématique à partir d'un ouvrage de vulgarisation ou encore à l'occasion d'un événement marquant l'histoire de l'islam.

Vu le foisonnement des prêcheurs au sein des associations, la faiblesse de censure, la délicatesse du domaine et les sujets débattus, les sollicitations et les demandes des auditeurs et, par souci d'éviter le débordement au cours des débats, certains directeurs de radios évitent d'être subventionnés par un tiers. Cependant, certaines émissions sont subventionnées par une association ou un collectif d'associations, par des commerçants fortunés à travers l'impôt obligatoire (*az-zakât*) ou par le biais d'aides ponctuelles. Il arrive aussi que l'une des ONG islamiques reçoive un juriconsulte de renom de passage au Niger et que le prêche organisé à l'occasion soit diffusé par une radio. Et pour pouvoir répondre à toute plainte éventuelle, déposée contre elles par une partie quelconque, à l'issue d'une émission, les radios enregistrent tous les débats et les interventions.

1.3- Ressources financières

Les ressources alimentant les mouvements proviennent essentiellement de :

- Fonds propres : il s'agit d'une mobilisation des ressources par les membres de l'Association, initiée par le bureau exécutif ou prévu par les textes.
- Dons : ces dons sont généralement l'œuvre de certains membres ou sympathisants des Associations. La majorité du matériel est acquise par des donations. Une des conséquences de cette dépendance serait l'appropriation de ces structures par les généreux donateurs
- Appuis extérieurs : il s'agit des subventions provenant de l'Etat, d'ONG islamiques et d'autres partenaires difficiles à identifier. En effet, les

mouvements réformistes bénéficient d'un appui financier considérable et de provenances diverses en ce sens qu'il est objectivement difficile d'en faire l'inventaire. Il s'agit entre autres des fortunés adhérents au courant qui captent des fonds considérables à travers des circuits complexes hors banques, notamment à travers la vente de divers produits : huile de cuisine, pâtes alimentaires, huile de moteur, cube Maggi, friperie, etc. Des ressources destinées à la construction complexes Markaz : mosquées, medersas, Makaranta et d'autres réseaux complexes d'infiltration.

Plusieurs facteurs ont contribué au transfert des valeurs socioculturelles et religieuses alimentant le débat autour de la vie religieuse et la crise sociale au Niger. Ce sont : la réouverture au monde arabe (notamment les voyages à caractère religieux et commercial), le retour au pays d'un grand nombre d'étudiants diplômés en arabe et en théologie musulmane, la multiplication des antennes paraboliques qui permettent l'accès aux chaînes de télévisions arabes par satellites qui diffusent des émissions religieuses et la croissance du nombre des stagiaires et étudiants en cycles courts au Maghreb et dans les pays arabes.

Les influences extérieures ne sont pas négligeables en matière religieuse. Les régions de Diffa, Zinder, Maradi, Tahoua et Dosso bordent directement le Nigeria. Ce pays concentre, dans sa zone nord, tous les courants religieux musulmans, des plus tolérants aux plus radicaux. Les relations commerciales, familiales et historiques qui unissent le Niger et le Nigeria expliquent les fréquentes incursions de marabouts nigériens venant prêcher dans ces régions. C'est le cas des adeptes des différentes sectes et courants qui disposent de facilités à Diffa, Maradi et Birni-nKonni qui alimentent le mouvement radical islamique nigérien.

2 - Rapport avec le politique

Le pouvoir nigérien a toujours été hostile au radicalisme religieux, quelle que soit sa forme, et aspire plutôt à une troisième voie modérée : ce que l'on pourrait appeler un Islam laïc.

Les différentes constitutions (1992, 1996 et 1999) affirment le caractère non confessionnel de l'Etat. D'abord pressenti comme laïc, l'opposition vive que ce qualificatif avait déclenché dans les mouvements religieux, avait abouti à ce consensus qui, quoiqu'en disent certains, satisfait plutôt tout le monde. Il permet notamment à l'Etat d'affirmer l'origine de sa spécificité dans les préceptes de la religion, et coupe l'herbe sous les pieds des partisans d'un Etat islamique : l'Etat, les membres du gouvernement, les citoyens du Niger sont culturellement redevables de l'influence de l'Islam. Mais la vie politique ne peut être assimilée à la vie religieuse.

Pour ce faire, l'Etat s'est prémuni contre tout amalgame. La Charte des partis politiques dans son article 4 précise "qu'aucun parti politique ou groupement de partis politiques ne peut fonder sa création et son action sur une base et/ou des objectifs comportant : (...) l'appartenance exclusive à une confession". La majorité des associations islamiques considèrent cette clause comme un mal nécessaire, car elles craignent de connaître la division qu'aurait introduite le pluralisme politique dans les familles au Niger. Elles se positionnent donc au-dessus du combat politique, pour le combat spirituel; tout en se gardant un droit de regard sur les grandes orientations de la nation. Cependant, il serait faux de croire que la religion n'est pas un argument électoral au Niger. Chaque gouvernement a soigneusement cherché à contrôler, et tenté de s'associer les mouvements religieux au Niger.

Le Général Kountché s'était engagé dans une politique de contrôle des mouvements religieux dont la pièce maîtresse est la création de l'AIN, regroupant toutes les tendances de l'Islam de l'époque (5 mois après l'installation du gouvernement). Son régime militaire a contribué, par la dévalorisation des pratiques traditionnelles, à uniformiser les pratiques religieuses.

En 1962, le président Diori décide d'accomplir le pèlerinage à la Mecque. Ce geste, d'une dimension politique importante, eu un retentissement national énorme. Il apporta un surcroît de prestige à Diori Hamani, considéré alors comme sanctifié par Dieu dans sa tâche. A travers le pèlerinage, il obtenait une investiture morale, islamique que les circonstances de son accession au pouvoir n'avaient pu lui conférer.

L'histoire se répète parfois, et c'est peut-être, à la lueur de l'expérience, que le président Baré effectua un pèlerinage à la Mecque quelques jours avant les élections présidentielles du mois de juillet 1996. De même, que sa femme abandonnait peu à peu son prénom (Clémence), pour un autre de ses prénoms (Aïssa). La légitimité populaire du futur président était en jeu dans un pays où plus de 90% des administrés sont de confession musulmane : tout comme le chef de famille est l'imam de sa famille, le chef de l'Etat selon l'imaginaire social est normalement l'imam du pays. A moins que l'inconscient collectif ne rappelle les dirigeants du Niger à cette affirmation d'Ousman Dan Fodio : *“Si le souverain est musulman, le pays est terre d'Islam, et si c'est un infidèle, le pays est terre d'infidélité”*¹.

Les visites du président Baré au Cheikh de Kiota, représentant de l'Islam populaire au Niger (branche Nyass de la confrérie Tidjane), l'électrification de son village et le bitumage de la route qui y mène, sont révélatrices de l'importance que le gouvernement accorde aux phénomènes religieux au Niger. Le Cheikh de Kiota a un message qui sied à l'Etat, un message de paix et de tolérance que le gouvernement Baré a repris à son compte : chacun est libre d'exprimer sa foi tant qu'il ne contrevient pas au droit de l'autre, et dans le respect des lois de la République. Cette attitude est relativement récente, car les heurts qu'a connus le Niger entre “intégristes” et administration étaient le plus souvent dus à des maladresses de l'appareil d'Etat. Aujourd'hui, le dialogue prévaut et depuis quelques années, aucun incident n'est à déplorer au Niger.

Le gouvernement du général Baré semble habile à contenir la trop grande influence des marabouts, en satisfaisant les désirs identitaires de ces derniers par l'adoption d'un langage confessionnel qui s'est illustré lors de la dernière campagne de moralisation : utilisation d'un langage symbolique avec des références islamiques fortes. De même, il n'a pas hésité à faire participer tous ses ministres aux prières collectives organisées à la grande mosquée de Niamey.

¹ Ousman Dan Fodio, *Dayan Wujub al-Hijra'ala 'Ibad*, cité p. 110 in Culture et Civilisation Islamique, 1988, ISESCO.

Contrairement à Baré, le régime issu des élections de 1999 est sans doute celui qui est allé le plus loin. En effet, suite à des manifestations d'hostilité au Festival International de Mode Africaine (FIMA) et aux violences qui ont résulté, le gouvernement décida de dissoudre sept (7) associations islamiques et arrêter leurs leaders supposés être les auteurs desdites violences. C'est ainsi que Cheick Souleymane Imam Younous, a écrit une lettre au président Georges W. Bush pour dénoncer les opérations américaines en Afghanistan. Depuis plusieurs mois, ce leader avec d'autres n'ont pas arrêté de réclamer l'instauration de la Shari'a. Dans plusieurs de leurs correspondances au Président, ces leaders s'en sont pris au gouvernement nigérien, dénonçant ses comportements anti-islamiques. Comme on le constate, aucun gouvernement de l'ère démocratique n'est allé plus loin dans sa volonté de faire respecter le cadre constitutionnel de l'Etat. Il semble que le gouvernement actuel, en prenant comme référence la laïcité de l'Etat, ne tolérera aucune intrusion du religieux dans les affaires de l'Etat.

Ces deux modèles de rapport au religieux s'expliquent, d'une part, par l'influence grandissante de la donne islam dans l'actualité politique nigérienne et, d'autre part, par la question de la légitimité du pouvoir en place.

2.1 - Le pouvoir traditionnel (Chefferie)

Le système de la chefferie traditionnelle au Niger a toujours associé pouvoir politique et pouvoir religieux. Les auxiliaires religieux des chefs traditionnels, avaient pour rôle de conseiller le monarque local dans toutes les questions ayant rapport avec le social : justice, événements sociaux, et parfois divination.

Le premier accroc réussi dans la sous-région concernant cette union fut le Jihad mené par Ousman dan Fodio au 19^{ème} siècle. Il s'inscrivait dans le mouvement qui voyait certains religieux quitter les cours des rois pour s'installer auprès des populations et défendre leurs droits.

Le second accroc fut la dépossession des élites traditionnelles du pouvoir judiciaire au profit de l'administration coloniale sous la domination française.

De cette association politique, le Niger a gardé une tradition de prestige social attribué à l'oligarchie traditionnelle représentée par le chef et son kadi (ou auxiliaire religieux). Les Associations : Association pour la Culture Islamique Niger (ACIN) (1960 à 1974) et l'Association Islamique du Niger (AIN) (1974 à 1999) sont directement issues de ces rapports entretenus historiquement entre pouvoir politique et pouvoir religieux. La plupart de ces membres sont issus de structures traditionnelles (chefferies, milieux maraboutiques. Porte-parole ou faire-valoir des pouvoirs locaux, l'Islam traditionnel de la confrérie Qadiriya, en perte de vitesse mais en pleine structuration depuis peu, était proche du pouvoir. L'évolution s'est par la suite faite au profit d'une confrérie plus ancrée dans la modernité : la Tidjaniya.

Les courants radicaux et modérés actifs au Niger dénoncent l'immobilisme de ces élites traditionnelles, qui constitueraient des freins au développement du pays. Car l'enjeu, n'est plus seulement religieux, il est politique et social.

Le pouvoir de ces systèmes traditionnels, déjà amputé de la justice par la colonisation française, pourrait être remis en cause dans son statut social et politique par les élites religieuses montantes. Car afin de conserver leurs privilèges, les chefferies traditionnelles et les marabouts qui y sont rattachées refuseraient toute évolution significative du statut social de leur population (statut de la femme, réforme religieuse, etc.).

Si conservatisme il y a au Niger, il est à notre avis le fait que ces élites locales qui sont en perte de vitesse, recherchent une solution pour éviter la perte de leur influence tant politique, qu'économique et religieuse. Le radicalisme exprimé par certains mouvements religieux qui combattent l'inertie des chefferies traditionnelles exploitent à des fins politiques cet état de fait.

2.2 - La classe politique

Tous les candidats aux élections ont rendu visite à Say et Kiota, deux cités religieuses connues pour leur rôle historique joué dans le cadre de la diffusion de l'islam au Niger.

Dès 1992, les différents partis politiques offraient des billets pour le pèlerinage à la Mecque. Même les partis politiques les plus connus pour leur vision moderne des affaires de l'Etat se sont rapprochés des milieux religieux. C'est ainsi que plusieurs hommes politiques, lors des élections de décembre 94 et janvier 95 n'ont pas hésité à employer un langage islamique pour s'approcher d'avantage de l'électorat à sensibilité religieuse. Et d'autres leaders se sont laissé filmer autour de la Mosquée emblématique située dans la région de Konni (mosquée financée par l'Agha Khan en son temps). Ici, il est admis qu'il serait politiquement suicidaire pour un futur représentant du peuple de ne pas affirmer son attachement à la foi majoritaire au Niger. Dès l'installation du premier ministre à la suite des élections de 1999, l'attitude du gouvernement par rapport à ces nouveaux courants religieux a été plus réfléchi.

Le parti MNSD a su établir un modus vivendi avec des courants qui potentiellement présentaient un risque pour la stabilité de l'Etat. Tandis que la période de la Transition ne semble pas avoir connu de politique cohérente dans ce domaine, elle a préféré ouvrir les portes puis essayé de les fermer ensuite.

3 - Dialogue intra/interreligieux au Niger.

3.1 - Dialogue interreligieux

De façon globale, devant le phénomène de transformations d'une conception religieuse devenue aujourd'hui transnationale, dans un contexte international complexe de globalisation, de multiples efforts de mise en place de structures permanentes de promotion du dialogue interreligieux et intra religieux ont été entrepris dans chacun des pays du Sahel. Le but est de permettre d'apprendre à mieux se connaître au profit de la réconciliation non seulement à l'intérieur de l'islam entre sectes, courants réformistes et mystiques mais aussi entre les différentes religions que sont croyances animistes ancestrales, l'islam et le christianisme. Les résultats obtenus ou à venir, dans le cadre des efforts ainsi déployés, suffiront-ils à contenir les velléités des mouvements dont les orientations sont dictées souvent par la conjoncture internationale ? La situation intérieure, caractérisée par une démocratisation dont les éléments se mettent en place péniblement, avec son lot de difficultés économiques, de gouvernance déficiente sur

plan de la justice et de l'équité sont autant de difficultés qui constituent le terreau des courants de l'islam politique.

Trois (3) religions principalement occupent l'arène religieuse au Niger : l'islam pratiqué par 95% de la population, l'animisme 4 % et enfin le christianisme 1 %. Le principe de la laïcité de l'Etat consacré par toutes les constitutions de la République semble être accepté par toutes les parties. La laïcité ne va pas à l'encontre des préceptes de l'islam qui, à sa naissance, a cohabité avec des religions animistes ou païennes.

Les relations entre associations ou ONG islamiques et leurs consœurs chrétiennes sont plutôt bonnes. Certaines d'entre-elles travaillent d'ailleurs en partenariat : la Fondation Islamique de Bienfaisance travaille avec Caritas. Cette fondation islamique financée par Koweït et le Qatar distribue à cet effet un livret intitulé "guidelines for an islamo-christian dialog", édité par le Vatican, comme preuve de son entente avec ses partenaires chrétiens. Le rôle des organisations islamiques évolue. Elles ne sont plus seulement des rassemblements à caractère spirituel, mais adoptent de nouvelles attitudes, où religion rime avec développement économique et social. Le renforcement de la culture islamique a permis cette évolution vers une vision presque obligée de la société au travers du prisme coranique. Un verset du Coran « *Lakum Dinikum waliya-dini* », sourate 111 ou « A vous votre religion, à moi la mienne », vient renforcer cette disposition. La minorité qui s'élève contre la laïcité (fondamentalistes) trouve qu'il n'est pas équitable qu'un pays à 95 % musulman soit régi par des lois qui ne soient pas islamiques d'où la nécessité de faire recours à la chari'a. Le conflit inter religions n'est pas fréquent au Niger. On a enregistré jusqu'ici une tension moyenne qui a opposé la communauté chrétienne aux adeptes du wahhabiyya à Maradi. Elle a éclaté suite à un prêche d'un pasteur chrétien qui parlerait de la vie du Prophète Mohamed. Les réformistes avaient vite réagi et ont crié à la diffamation, à la provocation et s'attaquèrent aux chrétiens et à leurs biens dans la communauté Urbaine de Maradi.

En matière de dialogue interreligieux, la commission interdiocésaine chargée des relations islamo-chrétiennes a organisé à Niamey² une journée d'évaluation et de réflexion du plan triennal de la rencontre islamo-chrétienne pour la période 2005-2008. Ce plan a été exécuté sous forme de sessions de formation destinées aux croyants musulmans et chrétiens, travaillant dans les structures de l'Eglise catholique (enseignants, agents de santé, agents de la CADEV). Ces sessions, une dizaine au total, ont été animées par des marabouts et prêtres. A travers cette journée, il s'était agi d'évaluer le déroulement de ces sessions de formation, le niveau de collaboration des participants à la rencontre islamo-chrétienne, de réfléchir sur les milieux à atteindre pour promouvoir la paix, la tolérance et l'amour entre les croyants et de formuler des suggestions pour consolider la cohabitation. Etaient conviés à cette réflexion, les conférenciers et modérateurs de ces sessions, certains participants, les responsables de la coordination nationale de l'ONG SOS Civisme/Niger et les membres de la commission interdiocésaine. A l'adresse de tous les croyants, l'Archevêque de Niamey, Mgr Michel Cartatéguy, a insisté sur la nécessité de la connaissance mutuelle entre chrétiens et musulmans, et l'ouverture à l'autre. Il a relevé que l'ignorance est à l'origine des difficultés dans la rencontre avec l'autre. Pour l'Evêque de Maradi, en sa qualité de président de la Commission inter diocésaine, Mgr Ambroise Ouédraogo, le message est le même. Il faut s'écouter les uns les autres pour favoriser la compréhension mutuelle.

Quelques structures s'illustrent dans la promotion du dialogue inter- religieux au Niger. On peut citer le cas de l'ONG SOS Civisme/Niger qui a été la première structure à oser initier une rencontre³ des leaders musulmans et chrétiens sur leur rôle dans la promotion du civisme au Niger, en 2003. A l'issue de cette rencontre, un comité de suivi a été mis en place pour consolider l'initiative. Ce comité est composé de l'Association islamique du Niger, du Collectif des associations islamiques du Niger, de l'Eglise catholique, de l'Alliance des Missions et Eglises évangéliques du Niger et de SOS Civisme. A ces structures, il faut ajouter la Commission inter-diocésaine. L'évaluation faite par les participants a permis de se rendre compte de l'intérêt suscité par ces sessions de

² Journal le Républicain, N° 89 du 12 février 2009

³ Journal le républicain, N° 91 du 22 février 2009

formation. En effet, elles ont permis aux participants de se connaître, de découvrir et connaître l'autre, de conforter leur foi, de combattre les préjugés et l'ignorance. Ils ont tiré un meilleur parti au point où ils en redemandent. Autre enseignement, le dialogue inter- religieux a fait émerger le dialogue intra religieux.

Il n'y a plus de débat, les religions révélées prônent la tolérance, la paix, la coexistence pacifique et le dialogue. Le dialogue inter religieux n'est donc pas une vue de l'esprit, il a ses fondements dans les Livres saints. Mais pour dynamiser le dialogue interreligieux, il a été identifié d'autres acteurs qui doivent être partie prenante comme les prêcheurs, les associations des femmes musulmanes et des femmes chrétiennes, les journalistes, les jeunes dont les scolaires, les religieuses, le Conseil islamique national, le Ministère des Affaires religieuses et de l'Action humanitaire.

Il s'agit de continuer à diffuser certaines valeurs positives qui sont celles de ces religions comme la tolérance, la culture de la paix, l'amour du prochain...

Il a été préconisé de renforcer les capacités de certaines nouvelles structures comme l'Alliance des religieux musulmans et chrétiens pour la lutte contre le Sida et les comités régionaux de dialogue inter - religieux mis en place avec la contribution de SOS Civisme/Niger.

Il a été aussi proposé le rapprochement entre femmes musulmanes et femmes chrétiennes, la création d'un Conseil National Chrétien à l'image du Conseil Islamique National et celle du Conseil National Islamo-Chrétien, l'encouragement des rencontres entre leaders religieux qui sont susceptibles de rapprocher les croyants des deux religions, l'organisation des sessions spécifiques destinées aux journalistes et aux responsables des médias, l'enseignement de la culture religieuse et de la paix...

A la fin de leurs travaux, les participants ont lancé un appel⁴ aux prêcheurs et leaders religieux pour éviter et décourager des propos susceptibles de semer la discorde entre croyants et de prêcher la paix, la tolérance, la coexistence pacifique, l'amour du prochain...

⁴ Journal Le Républicain, N° 93 du 27 février 2009

3.2 - Conflits intra- religieux

Les conflits intra religieux les plus récurrents qui opposent les musulmans entre eux seraient consécutifs à l'émergence des courants idéologiques et spirituels (favorisée par la proximité du Nigeria) et à la décrispation de la vie politique nigérienne. Les tensions les plus évoquées sont celles qui opposent les rénovateurs (les Izalistes, notamment) aux adeptes des confréries soufies. En effet, les premiers, en se proposant d'instaurer un islam orthodoxe qui bannirait toutes les croyances et pratique ancestrales, dénoncent du coup l'autorité des marabouts qu'ils qualifient des traditionalistes « Yen galgajia ».

Le « toilettage » de la pratique de l'islam pourrait remettre en cause, selon les conservateurs beaucoup de valeurs qui ne sont pas contre les préceptes de l'islam et les renier, relève d'une volonté de perturber la quiétude sociale. C'est donc, au-delà d'une tension religieuse, un conflit d'intérêt qui s'étale sur l'arène religieuse. Ce type de conflit a éclaté à Maradi en 1994.

Il y a aussi des conflits qui opposent les adeptes d'un même courant idéologique. Le plus récent s'est manifesté dans le département de Dakoro (Maradi) où un marabout s'érige en prophète. Ou encore à Sarkin Aréwa, un village de la région de Maradi où la désignation de l'Iman qui devait diriger une mosquée nouvellement construite a fait l'objet d'une bataille rangée au sein de la communauté villageoise. Il y a enfin des conflits qui opposent les populations entre elles. Ils prennent la forme d'une émeute ou d'une vendetta qui se déclenchent après la prêche d'un leader religieux. Les fidèles s'engagent spontanément à appliquer les recommandations du leader.

3.3 - Prévention des conflits

Une des activités initiées par les organisations religieuses afin de prévenir et gérer les conflits est la mise en place d'un collectif ou d'un groupement qui réunit plusieurs associations islamiques. Il s'agit de :

- Collectif des Associations Islamiques du Niger (CASIN), créé en 1999. Il regroupe une trentaine d'associations dont les sièges se trouvent à Niamey ; il a pour objectif d'instaurer un cadre plus large permettant le dialogue et l'échange entre les

associations islamiques, contribuant ainsi à la réconciliation, à l'instauration et à la consolidation de la paix sociale.

- Groupement des Associations Islamiques pour les activités en Matière de Planification Familiale et de la Promotion de la Femme en Islam au Niger (GAI/PFI), créé en 1997 et présidé par Malam Yahaya Amadou. Ce groupement d'associations serait le fruit d'une longue concertation entre diverses associations pour la création d'un cadre permanent de débat sur certaines questions épineuses touchant la procréation et le statut de la femme selon les préceptes de l'islam, eu égard aux défis du développement. Les adversaires de ce groupement affirment qu'il est le fruit des efforts des responsables de l'antenne du Fond des Nations Unies d'Aide à la Population (FNUAP) qui désirait appliquer un programme en collaboration avec le Gouvernement et qui souhaiterait avoir une structure représentative avec laquelle ils dialogueront afin de trouver des réponses à certaines questions qui ne feront pas l'unanimité au sein de la communauté. Cette structure se chargera alors de transmettre les recommandations et mobilisera au besoin les populations autour des résolutions
- Le Groupement des Associations Islamiques en Matière de Population et de Développement Social (GAIPDS) : Le Groupement a été créé en avril 1997, dans la foulée de la conférence du Caire tenue en 1996 sur Population et Développement. Il a pour objectif de promouvoir des actions susceptibles d'aboutir à une meilleure prise de conscience collective de la population nigérienne sur les questions de population (la planification familiale, la promotion de la femme en Islam). Le Groupement comprend quatorze (14) membres dont l'AIN. Le groupement a à son actif : l'organisation de séminaires régionaux sur la Planification Familiale et la Promotion de la femme, l'élaboration de modules de formation sur le VIH/SIDA, la formation des leaders religieux sur le VIH/SIDA.
- « MAJALISAL MALUMAÏ » a été mis en place par le sultan de Zinder en 2002, qui regroupe les leaders religieux de la communauté urbaine. Il a pour rôle de prévenir les conflits, de prodiguer des conseils au sultan dans la gestion de sa communauté et d'organiser des prières collectives en cas de calamités naturelles...

Conclusion :

Les pratiques de l'islam dans la société nigérienne vacillent entre tradition en perte de vitesse et réformisme en plein expansion très références arabes, avec une disparition progressive des particularités culturelles traditionnelles, une culture qui se rapproche des civilisations arabophones avec toutes les implications sociologiques, religieuses, vestimentaires, esthétiques et linguistiques que l'on peut y rattacher.

Les courants sunnites *izalatu-l-bid'a Wa iqâtu-s-sunnah* (réformistes) et sunnites mystiques *mutasawwifa* (traditionnalistes), aujourd'hui sont les deux pôles musulmans les plus influents au Niger.

Le renouveau de l'islam au Niger se joue dans les deux plus importantes régions du pays : Maradi-Zinder-Diffa et Taouha- Tillabéri- Niamey. La capitale du Niger est le siège de toutes les influences extérieures, tandis que Maradi est le moteur du prosélytisme religieux dans le pays, animé par le formidable activisme qui règne au Nigeria.

Les mouvements radicaux dans ces deux villes, soucieux de conserver une emprise sur toutes les composantes de la société nigérienne, sont donc engagés dans une adaptation de leur message aux nouvelles conditions socio-économiques qui prévalent au Niger. Ce serait donc la pression économique et sociale qui anime ce mouvement, l'amenant à réinterpréter les textes religieux, et non une volonté délibérée de réformer le message divin.

Comme on le constate donc, on ne peut pas parler de l'existence d'un "intégrisme" violent, à l'instar de l'Algérie ou l'Égypte. L'islam au Niger n'a pas encore vraiment atteint une dimension politique. Cependant, il convient de noter qu'avec la dynamique actuelle, dans la vie sociopolitique et économique du Niger, l'islam est une donnée qui augmente de plus en plus de l'importante. D'une façon ou d'une autre, il a été une dimension qui a déterminé, qui déterminé et qui déterminera encore largement l'action politique. Le fait que le serment du président de la République soit prêté sur le Coran, favorise une fondation encore plus éthique de son action. En effet, l'article 39 de la constitution de 1999 dispose , avant son entrée en fonction le président de la République, prête serment sur le Livre Saint de sa confession devant la cour constitutionnelle, en présence des

membres de l'Assemblée Nationale, en ces termes : Devant Dieu et devant le peuple nigérien : « Nous Président de la République élu conformément aux lois, jurons solennellement sur le livre Saint.... ».

Bibliographie

- 1- Ousman Dan Fodio, *Dayan Wujub al-Hijra'ala 'Ibad*, cité p. 110 in Culture
- 2- Civilisation Islamique, 1988, ISESCO
- 3- Journal le Républicain, N° 89 du 12 février 2009
- 4- Journal le républicain, N° 91 du 22 février 2009
- 5- Journal Le Républicain, N° 93 du 27 février 2009
- 6- Etudes sur les Pratiques de l'Islam au Niger, DANIDA, Aout 2006